

Questions orales

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Le ministre va-t-il demander à la Commission de l'énergie de lui fournir cette copie?

M. Macdonald (Rosedale): Comme le député le sait, la Commission de l'énergie fournit un grand nombre de renseignements à titre confidentiel. Je ne suis pas certain de pouvoir obtenir ce renseignement et de le rendre public par l'entremise d'un comité parlementaire.

LE PÉTROLE—LA LISTE DES PAYS VISÉS PAR L'EMBARGO IMPOSÉ PAR L'ARABIE SAOUDITE ET LA LIBYE—LE CAS DU CANADA

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré il y a quelques instants que les approvisionnements de pétrole brut étranger au Canada n'avait pas été interrompus. Le ministre peut-il nous dire si le Canada figure sur la liste des pays auxquels l'Arabie Saoudite et la Libye ont imposé un embargo?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que le Canada n'est pas sur la liste des embargos de la même façon que les États-Unis...

M. Woolliams: De quelle façon?

M. Macdonald (Rosedale): ... c'est-à-dire que des envois arriveront au Canada par les ports de notre pays, bien que sujets à la réduction de 25 p. 100 due au ralentissement de production des pays arabes. Cependant, l'Arabie Saoudite et la Libye refusent d'expédier du pétrole via Portland, au Maine, vers le Canada.

● (1450)

M. Bawden: Monsieur l'Orateur, le ministre veut-il expliquer pourquoi aucun pétrole brut d'Arabie Saoudite n'est arrivé à Portland pour le Canada depuis le 23 octobre, et dira-t-il quels efforts sont faits pour en obtenir et pourquoi il n'a pu expliquer à l'Arabie Saoudite que ce pétrole brut était, en fait, destiné au Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, le fait qu'aucun pétrole ne soit arrivé me semble conforme à la position adoptée par l'Arabie Saoudite, nous avons envoyé nos représentants diplomatiques dans la capitale de l'Arabie Saoudite afin d'exposer la position canadienne, mais les Arabes n'ont pas été prêts à prendre ce qu'ils considéraient comme un risque en faisant des expéditions vers un port des États-Unis, car, leur semble-t-il, cela pourrait, d'une certaine façon, avantager ces derniers.

L'OPPORTUNITÉ DE NÉGOCIATIONS AVEC LE VENEZUELA ET D'AUTRES PAYS EN VUE D'ACHATS DIRECTS DE PÉTROLE PAR LE GOUVERNEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que nous avons maintenant une idée de la puissance de ces énormes sociétés plurinationales en matière d'expédition de produits d'une région à une autre, le ministre peut-il dire s'il a entamé des négociations avec le Venezuela ou tout autre pays exportateur de pétrole, afin de leur en acheter directement, au lieu de passer par les sociétés plurinationales?

[M. Macdonald (Rosedale).]

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Il faut dire qu'en ce qui concerne la position vénézuélienne, il paraît que le pétrole dont dispose la société des pétroles nationales vénézuélienne est complètement vendu en ce moment. Le Venezuela a préféré ne pas accepter le pétrole supplémentaire sous forme de pétrole brut à la place de redevances, et il n'a actuellement pas de pétrole supplémentaire à exporter. Étant donné la tension de la situation internationale, la proposition du député ne semble pas très prometteuse.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question supplémentaire concernant le prix du pétrole dans notre pays. Le ministre peut-il dire s'il est prêt à donner à la Commission de répartition des approvisionnements en énergie le pouvoir de contrôler le prix du pétrole au Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, les pouvoirs de la commission seront énoncés dans le projet de loi qui sera présenté au Parlement sous peu.

[Français]

ON PROPOSE LE PROLONGEMENT DU PIPE-LINE JUSQU'À MONTRÉAL—LES POURPARLERS AVEC LE QUÉBEC

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Étant donné la crise aiguë que nous connaissons présentement dans le transport vers l'Est du pétrole de l'Alberta, et que le prolongement d'un pipe-line de Sarnia à Montréal est à mon sens une question de toute urgence, le ministre peut-il dire si son ministère est présentement à élaborer une entente possible avec le gouvernement du Québec sur les modalités d'installation et d'exploitation d'un pipe-line qui relierait Sarnia à Montréal? Dans l'affirmative, quand un plan définitif sera-t-il présenté au gouvernement québécois?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, nous sommes en ce moment à terminer les pourparlers à ce sujet. Nous aurons rendez-vous avec les représentants des sociétés d'oléoducs cette semaine. Nous tiendrons une telle réunion avec mon homologue québécois, peut-être la prochaine semaine ou à une date encore à être fixée.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INCARCÉRATION DE THOMAS SERJEANT EN TANZANIE—LES INSTANCES DU CANADA

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et a trait à un incident impliquant un citoyen canadien qui a été emprisonné en Tanzanie. Le 26 septembre, un jeune citoyen canadien, Thomas Serjeant, qui effectuait une envolée en direction de Cape Town, a été forcé d'atterrir en Tanzanie où son appareil a été confisqué et où il demeure emprisonné sans qu'aucune accusation n'ait été portée contre lui. Le ministre peut-il dire à la Chambre quand il a été mis pour la première fois au courant de cet incident, et quelle mesure il a prise pour obtenir la libération de ce jeune Canadien et veiller à sa sécurité tant qu'il est en prison?